

Fédération FO de la métallurgie

le journal



www.fo-metaux.org

Retour sur l'année 2015, au cours de laquelle notre organisation aura été sur tous les fronts et aura remporté de nombreuses victoires, démontrant sa capacité à mobiliser et à agir pour changer le cours des événements.



FVM Technologies - p.6
Y'a-t-il un pilote dans la fonderie ?

Métaux de Toulouse - p. 10
La croissance continue

IndustriALL Europe - p. 20
Préparer le congrès

Sommaire

Ce mensuel est le vôtre...

Organe de la Fédération Force Ouvrière de la Métallurgie,

"FO Métaux LE JOURNAL"

est le magazine de tous ses syndicats et de tous ses adhérents.

Si vous voulez qu'il remplisse efficacement son rôle de lien et de reflet de l'actualité, n'hésitez pas à prendre contact avec la rédaction dès qu'un événement le justifie.

Informez-nous des conflits qui surviennent dans votre entreprise et des accords qui y sont signés. Cela donne des éléments de comparaison et rend service à d'autres syndicats, engagés eux aussi dans des discussions.

Faites-nous part de vos expériences syndicales.

Pour tout ce qui concerne le journal, appelez la Fédération :

Tél. : 01 53 94 54 27 • Fax : 01 45 83 78 87

Chiffes à connaître :

SMIC horaire brut : 9,67 euros

SMIC brut mensuel : 1466,62 euros

Plafond de la sécurité sociale :

3 218 euros par mois

(pour l'année 2016 : 38 616 euros)

Coût de la vie :

-0,2 % en novembre (-0,2 % hors tabac);

+0 % en glissement sur les 12 derniers mois (+0 % hors tabac).

Chômeurs : 3 589 800

(catégorie A, publiés le 26 novembre 2015)

Indice de référence des loyers :

125,26 (3^{ème} trimestre 2015).

Taux d'intérêt (21 décembre) :

-0,42 % au jour le jour.

3 Editorial

4 Le dossier

Rétrospective 2015 :

une année de mobilisation et de réflexion 4-5

6 Actualité sociale

FVM Technologies : y'a-t-il un pilote dans la fonderie ? 6

SPIE Communications sous haute tension 7

Vallourec : l'urgence du développement 8

Indesit : préserver les intérêts des salariés 8

9 Actualité syndicale

Métaux de Saint-Nazaire : au service de la syndicalisation 9

Schaeffler : rester unis 9

Métaux de Toulouse : la croissance continue 10

USM du Calvados : montée en puissance 14

USM de Haute-Savoie : FO prend de l'altitude 14

Groupe FO Jeunes : l'avenir de FO 15

Renault Sandouville : rester n°1 15

Coordination Koné : défendre l'emploi 16

ASF - AGFF : un peu d'histoire 16

17 Infos

Les résultats de FO lors des élections professionnelles 17-19

L'ingénierie mécanique tient sa conférence mondiale 20

IndustriALL Europe : préparer le congrès 20

21 Vos droits

Récapitulatif des « Vos droits » 2014-2015 21

22 Jeux

Des Métaux et des mots 22



Et toujours
l'information
en ligne sur...
www.fo-metiaux.com



Emploi, pour des objectifs ambitieux

À l'occasion de cette nouvelle année 2016, nous vous présentons nos meilleurs vœux et nous espérons que vous avez toutes et tous passé de très bonnes fêtes de fin d'année avec vos familles et amis. Malheureusement, cela n'aura pas été le cas pour tout le monde au regard des horribles attentats qui ont frappé notre territoire en 2015, laissant des familles et des amis dans la douleur de proches disparus et absents dans ces moments qui auraient dû être pour eux aussi une période de fête. Nous pensons plus particulièrement à eux et nous partageons cette douleur qui restera à jamais gravée dans leur cœur.

L'affiche centrale du journal, qui présente les vœux, est orientée sur l'emploi et, contrairement à ce que fait une partie du Medef, les principaux thèmes que nous défendons doivent contribuer à favoriser l'emploi et non à peser sur lui. En effet, l'innovation, l'investissement, la qualité, la technologie, la réindustrialisation, la valeur ajoutée, l'usine du futur, la digitalisation, la qualification, la formation ne doivent pas sévir ni servir aux seules fins financières des actionnaires qui oublient les intérêts de celles et ceux qui font ou feront la richesse des entreprises et de notre économie. L'année 2016 sera donc pour notre Fédération celle de l'emploi et nous accentuerons ce thème lors de notre XXII^{ème} congrès fédéral qui se tiendra les 25, 26 et 27 mai à La Rochelle.

Nous avons toujours mené ce combat, notamment avec toutes les actions que nous avons entreprises en faveur de la défense de l'industrie. Il suffit pour cela de se référer à nos différents Livres Blancs. Mais nous avons décidé, dans le cadre de l'une de nos revendications retenues dans l'agenda social de 2015, d'accentuer ce combat. Dès le mois d'octobre 2015, nous avons entamé une négociation sur l'emploi dans la métallurgie. Avant qu'elle ne commence, deux documents nous ont été présentés en séance plénière : le premier par l'UIMM sur le dialogue économique, le deuxième par la Fabrique de l'Industrie sur les allègements de charges liés au coût du travail. Face à cette deuxième présentation, nous avons réagi en indiquant qu'il serait intéressant de respecter l'engagement pris dans la lettre du groupe paritaire des branches de la Métallurgie et

de la Chimie transmise aux politiques le 14 décembre 2009, et qui prévoyait de « réfléchir sur la refonte du système d'aides aux entreprises dans un ensemble simple avec des objectifs et des conditionalités précises ». Au regard de la présentation des deux documents, nous avons démontré à l'UIMM qu'il était difficile de quantifier les réelles créations d'emplois liées aux allègements de charges, ce qui justifiait largement notre opposition au pacte de responsabilité et notre revendication de conditionner le CICE à l'emploi.

Pour revenir à la négociation, deux projets ont été remis, l'un le 16 octobre et l'autre le 20 novembre. Nous avons donné notre accord sur l'objectif qui vise à compiler les accords existants sur ce thème en un seul afin de tenir compte des évolutions législatives et d'en avoir une application plus lisible. Pour nous, le futur accord sur l'emploi doit contenir des objectifs ambitieux avec un pourcentage qui permettra de développer l'emploi dans la métallurgie et l'industrie. Il doit également permettre de créer les outils nécessaires en cas de retournement économique et de crise afin de préserver les emplois et les compétences, comme nous l'avons fait avec l'accord national du 7 mai 2009. Nous avons demandé une photographie des évolutions annuelles des effectifs de la métallurgie et, dans ce cadre, rappelé face au débat continu et stérile des 35 heures qu'un accord avait été signé en 1998 dans la métallurgie.

Nous notons, au vu des évolutions des effectifs, que les années de créations d'emplois ont été 1998, 1999, 2000 et 2001, ce qui était bien lié. Depuis, chaque année, les effectifs de la métallurgie sont en chute, sauf en 2011. Il convient donc d'analyser clairement ces données et de prendre des mesures permettant le développement de l'emploi dans la métallurgie. La prochaine séance de négociation sur l'emploi aura lieu le 28 janvier 2016 et nous continuerons d'appuyer cette priorité que nous nous sommes fixés.



Organe officiel de la
Fédération confédérée FO
de la Métallurgie

Directeur de la publication :
Frédéric Homez

Imp. Spéciale FO Métaux
N° de CPPAP : 0220s07170

Publicité : PMV
9, rue Baudoin, 75 013 Paris

Contact :
01 53 94 54 00
contact@fo-metiaux.fr

Rétrospective 2015 : une année

Malgré une situation économique qui tarde toujours à s'améliorer, alors que les effets de la crise se font toujours lourdement sentir pour les salariés et pour les entreprises, aggravés par les politiques d'austérité, notre organisation aura été en 2015 sur tous les fronts et a remporté de nombreuses victoires. Politique salariale, plans sociaux, évolutions législatives ou sociales inacceptables : FO Métaux a démontré à de nombreuses reprises sa capacité à mobiliser et à agir pour changer le cours des événements. Les salariés ne s'y sont pas trompés, comme le montre la belle progression de notre organisation lors de nombreuses élections professionnelles. Mais 2015 aura aussi été une année de réflexion et de propositions, notamment via les nombreuses conférences de branches, et de poursuite du développement syndical.

Janvier



- Chez Schaeffler, la question des salaires met le feu aux poudres et conduit les métallos à un mouvement de grève.

Et aussi :

- Deprecq Structural (ex SAEP) trouve un repreneur après un long combat mené par FO.
- Les métallos FO de Delphi Diesel se mobilisent pour la survie du site de La Rochelle.

Février

- Le XXIII^{ème} congrès confédéral de FO se tient à Tours du 2 au 6 février, rassemblant près de 3 000 délégués.
- FO devient n°1 chez PCA Mulhouse, mais aussi sur l'ensemble du groupe PCA.
- Les métallos FO de Stelia Méaulte se retrouvent pour leur assemblée générale, la première depuis qu'Aerolia a changé de nom, le 1^{er} janvier, suite à la fusion entre Aerolia et Sogerma.

Mars



- La conférence de branche sidérurgie, métaux ferreux et non-ferreux, forge-fonderie se déroule à Colmar les 11 et 12 mars.

Et aussi :

- Près de 150 élus FO du groupe Schneider remettent une lettre ouverte de notre organisation au Président du territoire France de Schneider Electric.
- Les métallos FO d'Areva préparent leur réponse au plan d'économies annoncé.
- Mécachrome lance sa coordination.

Avril



- Les métallos participent à la journée de grève interprofessionnelle le 9 avril à l'appel de la Confédération.

Et aussi :

- Assemblée générale Airbus Group à Toulouse.
- 1^{ère} réunion du groupe de travail automobile à la Fédération.

Mai



- La conférence des branches mécanique, métallique, optique et secteurs associés se tient à Lille les 19 et 20 mai.

Et aussi :

- Mobilisation chez Seb contre la casse sociale.
- Chez Flender Graffenstaden, grève pour défendre l'accord sur le temps de travail.

de mobilisation et de réflexion

Juin



■ La conférence de branche automobile se tient à Poissy les 3 et 4 juin.

Et aussi :

- Chez Otis, Apave et Cermex, combat sur les salaires
- Lutte contre des PSE injustifiés chez Renault Trucks / Volvo et Nexans.

Eté

- Grève pour les salaires chez FMGC.
- Les métallos de l'Hérault tiennent l'assemblée générale de leur USM.

Septembre



■ Journée des USM : retour sur le développement de ces structures de terrain.

Et aussi :

- Les métallos d'Areva mobilisent massivement contre les suppressions de postes.
- La Région Parisienne fait sa rentrée avec une salle comble.

Octobre

■ Les métallos FO de Safran se retrouvent pour leur assemblée générale les 1^{er} et 2 octobre au Muret, près de Toulouse.



Et aussi :

- Les métallos FO d'ACC revendiquent des commandes, dont dépend la survie de leur entreprise.
- Alstom : FO reçu au ministère de l'Economie.
- Première coordination commune SCA et SCC.

Novembre

- Les USM de Franche-Comté renforcent leur coordination.
- Sur le reste du territoire se réunissent les USM du Jura, des Deux-Sèvres, les Métaux de la Manche, de Haute-Garonne...

Décembre



■ Les métallos de SPIE protestent contre les réorganisations de l'entreprise.

Et aussi :

- FVM Technologies : inquiétudes sur l'avenir du site.
- Vallourec : face à la tourmente, les salariés font confiance à FO.

FVM Technologies : y'a-t-il un pilote dans la fonderie ?

Miné par des années de sous-investissements et une absence de stratégie de la direction, le site FVM Technologies de Villers-la-Montagne est en redressement judiciaire depuis le 1^{er} décembre. Ce jour-là, le secrétaire fédéral Lionel Bellotti était aux côtés des salariés dans le cadre d'une assemblée générale prévue de longue date et continuera de leur apporter l'aide de notre organisation dans leur combat pour la survie.

La réunion qui a rassemblé, le 1^{er} décembre, le secrétaire fédéral Lionel Bellotti, le secrétaire de l'USM54 Laurent Bernard, le secrétaire de l'UL de Longwy Michel Mengin et Jean-Louis Jullien, secrétaire du syndicat FO de FVM Technologies et la secrétaire du CE Jocelyn Pizzirulli avait beau être organisée depuis plusieurs semaines, elle ne s'est pas du tout déroulée comme prévu. En effet, la veille, les métallos étaient conviés à un CE au siège parisien du groupe Arche, qui détient FVM Technologies, pour une annonce brutale : la probable mise en redressement judiciaire du site. Laquelle a d'ailleurs été prononcée le lendemain par le tribunal de commerce de Paris. Les métallos auraient préféré que la procédure se déroule au plus près du terrain, au tribunal de commerce de Briey mais FO, en organisation responsable, a accepté Paris afin que la procédure aille vite et que les salariés non payés et le 13^{ème} mois soient rapidement pris en charge par les organismes compétents.

Si la rapidité des événements a choqué, les salariés n'ont cependant pas été vraiment surpris. Le site ne réa-

lise plus de bénéfices depuis 2012 ni la maintenance des installations, et n'a pas bénéficié d'investissements depuis 2007, malgré les annonces faites par la direction début 2015 ! Résultat : alors que la demande ne cesse d'augmenter sur leur marché, le site peine à suivre et livre trop souvent de la mauvaise qualité, au grand désespoir des salariés, fiers de leurs savoir-faire mais ne disposant pas d'outils leur permettant de les mettre en œuvre.

Sauver le site

« Dans cette affaire, la logique mise en œuvre est incompréhensible, résume Lionel Bellotti, et l'on voudrait couler l'entreprise que l'on ne s'y prendrait pas autrement... » Néanmoins, notre organisation, majoritaire sur le site, ne compte pas laisser faire. Le 10 décembre, lors d'un CE, elle a fait mandater un expert afin d'obtenir une analyse économique et industrielle fiable de la situation et pouvoir aider, le cas échéant, à monter un dossier de reprise. De leur côté, les métallos FO de FVM ont pris contact avec les responsables politiques locaux, tandis que notre Fédération se tient prête à contacter les responsables nationaux si besoin. « Les salariés veulent que leur site vive, qu'ils puissent exercer leur métier en disposant d'outils à la hauteur de leurs savoir-faire, et ils exigent qu'un véritable dialogue social soit enfin mis en place dans le respect des IRP, explique Lionel Bellotti. Une fois de plus, c'est FO qui se bat à leurs côtés pour la défense de l'emploi et de l'industrie. »



Les métallos de FVM Technologies n'ont pas l'intention de baisser les bras.

SPIE Communications sous haute tension

« Suite à l'introduction en bourse en juin dernier, les réorganisations qui impactent les salariés se multiplient », explique le délégué syndical central FO Claude Zanoletti. En effet, SPIE Communications, société de 3 200 salariés, acteur dans l'intégration et l'infogérance de services numériques, enchaîne les réorganisations sans pour autant prendre en considération les salariés. A force de départs non remplacés, de blocage des salaires et de dégradation des conditions de travail, les arrêts maladie explosent et le risque de « burn-out » crève tous les plafonds. C'est ce qu'ont voulu pointer les salariés en se mettant en grève le 2 décembre, aussi bien devant le siège de Malakoff qu'en régions (Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, Bretagne, PACA, Aquitaine, Normandie, Pays-de-la-Loire, etc.). Le secrétaire fédéral Eric Keller et le secrétaire général du Syndicat des métallurgistes FO de la Région Parisienne Denis Bieber étaient à leurs côtés pour leur apporter le soutien de notre Fédération. Notre organisation s'est d'ailleurs réjouie de voir toutes les catégories de personnels -cadres, administratifs, techniciens, commerciaux-, participer au mouvement. La dernière réorganisation en date, qui consiste à faire supporter les arbitrages entre les commerciaux et les techniciens directement par les personnes du terrain, a encore aggravé la situation. Les différentes enquêtes CHSCT montrent que les risques psycho-sociaux sont en hausse partout où elle a été mise en place.

Contre la logique financière

Pour FO, la direction de l'entreprise de ne prend pas en compte les impacts sociaux de sa stratégie : « L'entreprise a défini un certain nombre de domaines d'activité stratégiques (services hébergés, datacenters, sécurité, bâtiments intelligents...) à développer, mais la gestion des compétences n'a pas suivi et on se retrouve aujourd'hui avec une montée des

licenciements pour incompétence professionnelle », déplore Claude Zanoletti. Autre problème pointé par FO : les économies de charges de personnel pris comme moyen d'optimiser les résultats. « On économise sur les rémunérations variables, les commissions, les mutuelles et bien sûr on réduit les effectifs à coups de ruptures conventionnelles (une cinquantaine par an) et de démissions non remplacées (une quarantaine en 2014), a regretté Claude Zanoletti. En résumé, l'entreprise gagne de l'argent et licencie pour gagner encore plus. » Pour FO, tout cela ressemble chaque jour un peu plus à un plan social qui ne dit pas son nom.

FO, qui est le porte-parole de cette intersyndicale, a rappelé lors de cette manifestation les revendications qui ont été déposées pour la réunion prévue le lendemain avec la direction générale.

« Les conséquences d'une course aux profits financiers se font désormais ressentir au détriment du respect des salariés de l'en-

treprise, a déclaré Eric Keller. Le social avant la finance ; c'est l'une des revendications exprimées par notre organisation syndicale. Comme toujours, FO restera vigilant et sera aux côtés des salariés. »

Suite à l'appel de FO et d'autres organisations syndicales, les salariés de SPIE Communications se sont mobilisés le 2 décembre devant le siège social à Malakoff et sur plusieurs régions pour dénoncer le malaise social que ressentent les salariés du fait d'une stratégie peu lisible de la direction.



La Fédération soutient les métallos de SPIE Communications dans leur combat.

Vallourec : l'urgence du développement

De passage à Paris le 14 décembre pour le CCE de leur société, les métallos FO de Vallourec ont fait une halte à la Fédération afin d'échanger avec le secrétaire fédéral Lionel Bellotti sur les problématiques de leur groupe, en pleine tourmente, mais aussi pour parler de développement syndical.

Le combat se poursuit pour les métallos FO de Vallourec, et il était au cœur des échanges menés ce 14 décembre avec le secrétaire fédéral Lionel Bellotti. Depuis l'annonce, le 28 avril dernier, de résultats catastrophiques au 1er trimestre, assortis de 2 000 suppressions de postes dans le monde, dont 900 en France, ils ont manifesté, revendiqué, rencontré des responsables politiques à plusieurs niveaux –le tout avec l'aide de l'USM du Nord et de notre Fédération– et ont progressé aux élections professionnelles en s'établissant à près de 13 %. Notre organisation a obtenu de l'Etat la mise en place d'un groupe de travail sur le dossier. Mais au fil des réunions, il est apparu que la direction de Vallourec ne jouait pas la transparence sur les conditions de maintien et de développement de l'activité, et que l'Etat (actionnaire à 7 %) n'avait pas pris la juste mesure des enjeux. A l'heure actuelle, les résultats poursuivent leur dégringolade et l'avenir de ce qui fut un fleuron français du tube sans soudure se fait chaque jour plus sombre... Alors qu'un expert les aide à examiner la situation de l'entreprise et les restructurations en cours au



plus près du terrain avec le CHSCT, les métallos FO, une équipe jeune et dynamique, ont profité de leur arrêt à la Fédération pour échanger avec leur secrétaire fédéral. Lionel Bellotti les a assurés du soutien de notre organisation et les a incités à suivre au plus vite les formations fédérales « afin de prendre en main votre destinée et votre combat ». L'objectif étant de peser plus pour être plus audible, il faut en effet se développer en progressant là où FO est implanté et en s'implanter dans le reste du périmètre. Une tâche d'autant plus urgente qu'avec la dégradation continue de la santé de l'entreprise, un nouveau risque apparaît, contre lequel les métallos redoutent de devoir se battre : une OPA menée par un prédateur boursier qui achèverait le groupe. Quoi qu'il adienne, FO ne laissera pas faire !

Indesit : préserver les intérêts des salariés

Depuis le rachat d'Indesit par le groupe Whirlpool en août 2014, l'intégration se réalise par étapes mais ne va pas sans heurts et inquiétudes pour les salariés. L'équipe FO d'Indesit est venue à la Fédération le 4 décembre pour faire un point sur le dossier.

Qui dit rachat, dit souvent restructuration. Pour les salariés du groupe électroménager Indesit, racheté en 2014 par le géant Whirlpool, les craintes à cet égard sont nombreuses, d'autant qu'ils ont vu les sites italiens de l'entreprise se faire restructurer à la hache l'été dernier. Ils sont donc venus rencontrer le secrétaire fédéral Eric Keller et le secrétaire général du syndicat des métallurgistes FO de la région parisienne Denis Bieber pour trouver des réponses. Pour l'heure, les préoccupations à ce niveau tournent autour du possible regroupement à La Défense des différentes fonctions supports pour le moment réparties entre Suresnes pour Whirlpool et Croissy-Beaubourg pour Indesit. Pour les salariés de ce site, l'opération se traduirait par une hausse vertigineuse de leur temps de transport, et toute la question est de savoir s'il est possible d'éviter ce changement lourd pour eux de conséquences.

Deux autres dossiers les mobilisent également. Tout d'abord, celui des statuts et rémunérations en vigueur au sein des deux entités. « Une harmonisation va évidemment intervenir, explique Eric Keller, mais il faut préparer le terrain pour qu'elle se fasse par le



haut. » L'autre question qui est sur la table, c'est celle de la représentativité, essentielle pour notre organisation. Fort de ses 88 % chez Indesit, FO Métaux entend bien tout mettre en œuvre pour que, lors de l'intégration à Whirlpool, cette confiance témoignée par les salariés d'Indesit soit préservée et que notre représentativité soit sauvegardée. Pour l'équipe syndicale, pas question de baisser les bras : les salariés comptent sur eux.

Métaux de Saint-Nazaire : au service de la syndicalisation



Les métallos FO de Saint-Nazaire étaient venus nombreux à l'assemblée générale de leur syndicat des Métaux le 26 novembre, et leur ordre du jour était chargé. Si la situation industrielle sur le bassin nazairien semble relativement bonne grâce aux deux locomotives que sont Airbus et les chantiers navals STX, aux carnets de commande pérennes pour plusieurs années, elle n'est pas aussi idyllique pour tous, notamment pour les sous-traitants. Une large partie de l'action de l'USM s'est d'ailleurs portée sur ce sujet, en lien avec la coordination FO des sous-traitants Airbus et son secrétaire Fabrice Chassaing, avec lequel une lettre a été écrite aux directions d'Airbus et de Stelia pour dénoncer la politique des revues de contrat et la mise en concurrence permanente qui ne cesse de dégrader la situation sociale de leurs salariés. « Dans ces entreprises, nous faisons face à plus de charges pour moins de personnel, à des recrutements exigeant de plus en plus de compétences pour des salaires au plus près du SMIC, à l'introduction ou au basculement vers des conventions collectives moins favorables aux salariés, et j'en passe, a dénoncé

Claude Arnau. Ce n'est plus tolérable ! » A force de persévérance, FO est parvenu à rendre productif les échanges avec la direction du groupe et à faire émerger des pistes, comme la création d'une ETI Daher/IDEA permettant notamment sur pôle logistique, où Kune Lagel, sous-traitant rang 1, se contente de faire travailler Daher et IDEA (rang 2), ce qui permettrait à ces 2 sociétés de devenir rang 1 et donc d'avoir des marges plus confortables.

Le rapport d'activité a également montré que le bassin nazairien souffrait de longue date d'un taux de chômage supérieur à celui du département. En cause : le dumping social auquel n'hésite pas à recourir certaines entreprises, notamment STX, où FO est seul à dénoncer cette situation. Là encore, notre organisation est parvenue à obtenir des avancées et des engagements de la part de la direction.

Eric Keller est ensuite intervenu pour un point sur l'actualité nationale de notre organisation, particulièrement chargée cette année. Il a également félicité les militants pour l'important travail de développement syndical accompli.

Le syndicat des Métaux de Saint-Nazaire organisait son assemblée générale le 26 novembre. Les métallos de l'agglomération nazairienne se sont retrouvés autour de leur secrétaire Claude Arnau et du secrétaire fédéral Eric Keller pour un retour sur l'action de notre organisation au cœur de ce bassin industriel.

Schaffler : rester unis

L'assemblée générale du syndicat FO Schaeffler s'est tenue le 13 novembre à Haguenau. Les métallos s'étaient rassemblés autour de leur secrétaire Jean-Charles Ros, et en présence du secrétaire fédéral Paul Ribeiro, du secrétaire de l'USM du Bas-Rhin Patrick Kammenthaler et de la secrétaire de l'UD67 Christiane Heintz.

Les métallos FO de Schaffler étaient venus nombreux pour l'assemblée générale de leur syndicat le 13 novembre. Il faut dire que sur ce site très syndiqué, le nombre d'adhérents FO continue de progresser et ce, sur tous les collègues. Paul Ribeiro a d'ailleurs félicité l'équipe syndicale pour son bon travail de développement et s'est félicité de voir de nouveaux cadres rejoindre notre organisation. Si la situation économique de l'entreprise est plutôt bonne, les salariés n'échappent pas pour autant au stress et à la pression liés à la forte compétition dans le secteur et à la course à la baisse des coûts qui engendre un climat assez tendu. « Nous devons rester solidaires et ne jamais céder à la division entre salariés, a expliqué Paul Ribeiro. Si nous ne sommes pas unis, notre capacité à défendre les salariés et l'industrie est amoindrie et tout le monde y perd. »

Jean-Charles Ros est revenu sur le bilan de l'année écoulée, notamment sur la grève que FO n'a pas eu d'autre choix que de mener lors des NAO. Et la détermination des métallos a payé puisqu'ils ont été entendus de la direction et ont obtenu satisfaction



sur une bonne partie de leurs revendications. Il a appelé à renforcer la coordination de la réflexion et des actions, à occuper le terrain et à ne jamais baisser les bras, soulignant que c'est ainsi que l'on pouvait s'occuper des vrais problèmes et y trouver une solution. Paul Ribeiro est ensuite revenu sur les dossiers d'actualité nationale et a rappelé la méthode FO : « Pragmatiques et réalistes, nos actions s'appuient aussi et avant tout sur nos valeurs et nos convictions. Résister, syndiquer, militer, négocier : continuons d'appliquer cette recette gagnante ! »

Métaux de Toulouse : la croissance continue

Les métallos toulousains avaient rendez-vous le 27 novembre pour le congrès de leur syndicat des métaux autour de leur secrétaire Eric Ziegler, qui passait ce jour-là la main à Gérard Pimbert, et en présence du secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez.

Il y avait foule pour le congrès du syndicat des Métaux de Toulouse et sa région qui s'est tenue le 27 novembre, illustration de la belle croissance qu'a connue la structure depuis son dernier congrès, en 2012. « Nous avons alors 25 sections syndicales et j'ai le plaisir et la fierté de vous annoncer qu'en 2015 nous sommes 71 sections syndicales et implantations ! a résumé Eric Ziegler. Ce formidable résultat d'implantations et de développement, nous le devons à toutes les équipes rattachées au syndicat des Métaux 31, à tous les délégués de terrain que sont les DP, les CE et CHSCT, sans oublier nos nombreux collecteurs qui sont au contact quotidien des salariés et de nos adhérents. » Il a rappelé que c'était là la base du rapport de force, celui par lequel, en étant craint et respecté, il était possible de contraindre le patronat à la négociation concrète et d'apporter du plus aux salariés et à leurs familles. Et s'il n'a pas rejeté le recours à la grève quand la nécessité s'en fait sentir, il a marqué la préférence de notre organisation pour la négociation, soulignant que cela fonctionnait bien là où FO est bien implanté.

Incarner la force

Cette force des adhérents qui fait de FO la première organisation syndicale du département ne sert pas que lors des négociations, mais aussi lors des élections, comme le montrent les excellents résultats obtenus dans les entreprises où la présence FO est forte. Eric Ziegler a d'ailleurs rappelé l'importance de convertir la confiance manifestée par les salariés lors des élections en adhésions pour rendre notre organisation encore plus incontournable à tous les niveaux.

Il est ensuite revenu sur la situation économique, constatant que les économies mondiales et européennes restaient fragiles et que, partout, la reprise manquait de vigueur. « Les politiques économiques menées depuis de nombreuses années, et durcies depuis 2010, ont apporté une austérité systématique et nous faisons le constat que ces politiques



purement financières sont aujourd'hui en échec. Les exigences européennes, en termes de relations sociales et de négociations collectives, impactent fortement notre pays et touchent tous les salariés ainsi que les retraités », a-t-il analysé. Réforme des retraites, loi Macron, modernisation du dialogue social, pacte de responsabilité, ANI, loi Rebsamen remettant en cause le droit du travail et le droit des travailleurs... il a dénoncé un ensemble de plus en plus intolérable et de plus en plus insupportable avant de citer le dernier rapport de l'OCDE, qui a étudié l'impact social de la crise sur la période 2007-2011 et dont la conclusion est limpide : La crise en France a rendu les riches, plus riches et les pauvres, plus pauvres. Il en a appelé aux métallos : « Il est grand temps que tout cela cesse. » L'ensemble du propos a été largement complété par Frédéric Homez, qui est revenu sur les dossiers nationaux mobilisant notre organisation.

En conclusion, Eric Ziegler a passé la main à Gérard Pimbert à la tête du syndicat des Métaux 31, expliquant que depuis la création de l'USM de Midi-Pyrénées en 2012, dont il est le secrétaire et qui regroupe 8 départements, il avait fait ce choix pour pouvoir se consacrer pleinement à cette responsabilité, ainsi qu'à celle de trésorier de l'UD31. Il a chaleureusement salué et remercié les membres du bureau syndical, l'ensemble des militants et des équipes syndicales du département, sans oublier les anciens et la Fédération pour son soutien à tous les niveaux.

Le nouveau bureau

Le nouveau bureau élu est composé de : Gérard Pimbert (Secrétaire), Patrick Boucher (secrétaire adjoint), Stéphanie Lacambra (trésorière), Bruno Reynes (trésorier adjoint) et Alain Gruarin (archiviste).



Solides & solidaires



SANTÉ - PRÉVOYANCE - AUTONOMIE

Réussir ensemble la protection sociale complémentaire pour tous

- **Vous accompagner à toutes les étapes de la négociation des accords de branche**

22 branches professionnelles, 200 000 entreprises et 7 millions de personnes protégées.

- **Vous garantir une relation de proximité**

1 500 conseillers présents sur l'ensemble du territoire.

- **Vous assurer des solutions globales et accessibles, en santé et en prévoyance**

Une maîtrise des coûts assurée par le plus important réseau conventionné en France et des accords passés avec la quasi-totalité des professionnels de santé.

- **Vous proposer des services de qualité pour répondre aux attentes des salariés**

200 000 conventionnements avec des professionnels de santé,

2 500 services de soins (cabinets dentaires, centres d'optique, etc.) et d'accompagnement (services à la personne, petite enfance, etc.) mutualistes,

16 000 aides financières accordées chaque année pour l'action sociale,

3 000 actions de prévention santé assurées chaque année dans toutes les régions.

Premier acteur santé national et pôle majeur de protection sociale, Mutex - l'alliance mutualiste met son expertise et ses atouts au service des partenaires sociaux négociateurs.

Pour nous contacter :
collectif@mutex.fr
www.mutex.fr

MUTEX - l'alliance mutualiste



INNOVATION

INVESTISSEMENT

QUALITÉ

TECHNOLOGIE

RE INDUSTRIALISATION



EMPLOI

FORMATION

DIGITALISATION

QUALIFICATION

USINE DU FUTUR

COMME DU TITANIUM

VALEUR AJOUTÉE



[FO Métaux souhaite une bonne année]
à tous les métallos et à leur famille.



**Pour tout renseignement,
contactez votre délégué FO Métaux**



USM du Calvados : montée en puissance



Les métallos FO du Calvados se sont retrouvés le 27 novembre dans les locaux de l'UD14, à Caen, pour l'assemblée générale de leur USM. Réunis autour de leur secrétaire Stéphane Bigot et en présence du secrétaire fédéral Paul Ribeiro et de Loïc Touzé, du bureau de l'UD14, ils ont évoqué de nombreux dossiers, et en particulier celui du développement syndical.

Les métallos étaient venus nombreux pour l'assemblée générale de l'USM du Calvados ce 27 novembre. Alliansys, Cermex, Bosch, Donaldson, Faurecia, KME, PSA, Inteva et bien d'autres : la métallurgie était présente dans toute sa diversité. Ensemble, ils ont beaucoup travaillé au développement de notre organisation. Comme l'a rappelé Stéphane Bigot, l'USM, en concertation et avec l'aide de notre Fédération, est en charge du développement des implantations syndicales du Calvados suivant 2 principaux axes : créer de nouvelles implantations syndicales quel que soit la taille, et soutenir les implantations syndicales existantes afin d'accroître leur développement. Dans cette optique, pas moins d'une soixantaine d'actions de développement et de soutien ont été menées depuis le début de l'année, avec notamment des réunions de développement et de soutien des implantations, des négociations de protocoles d'accord pré-électorales dans près de 25 entreprises, des distributions de tracts d'appel à candidature et de propagande électorales... Stéphane a d'ailleurs remercié les militants qui ont participé aux réunions de négociation des protocoles pré-électorales, mais aussi aux distributions

de tracts électoraux, que l'UD a aidé à réaliser... Tout ce travail a permis d'accueillir de nouveaux militants et de créer 4 nouvelles implantations en 2015, tout en laissant de nombreuses perspectives pour 2016, notamment dans les services de l'automobile.

Les participants ont ensuite évoqué les négociations salariales 2015 des TEGA sur la Basse-Normandie, ainsi que les nombreuses réunions avec l'UIMM sur des sujets tels que la Charte Automobile Basse Normandie, notamment concernant les actions de formations en cours dans les entreprises, ainsi que la création de l'UIMM régionale Normandie. Les métallos ont ensuite fait un tour de table sur leurs implantations.

En fin, après avoir rappelé le rôle et le fonctionnement de la Fédération et ses fonctions au sein de notre organisation, Paul Ribeiro est revenu les conséquences négatives de l'accord retraite complémentaire –que FO a refusé de signer– en rappelant que l'objectif du patronat est de faire reculer l'âge de départ à la retraite des salariés. Il a également réaffirmé l'attachement de notre organisation au paritarisme et aux négociations collectives.

USM de Haute-Savoie : FO prend de l'altitude

L'USM de Haute-Savoie a tenu son assemblée générale le 3 décembre à Annecy. Les métallos FO se sont retrouvés autour de leur secrétaire Yasmina Zairi, et en présence du secrétaire fédéral Jean-Yves Sabot et du secrétaire de l'UD74 Stéphane Renaud pour un point sur l'activité de la structure.

Si les métallos FO n'étaient pas aussi nombreux que d'habitude lors de l'assemblée générale de leur USM, le 3 décembre, c'est parce que l'actualité sociale en mobilisait une grande partie dans leurs entreprises, et en particulier chez Tefal, l'une des plus belles implantations de FO en Haute-Savoie. Cela n'a pas empêché Yasmina Zairi, devenue secrétaire de l'USM il y a quelques mois, de faire un point complet sur l'activité de la structure et de saluer l'implication des militants et des militantes –de plus en plus nombreuses– dans la redynamisation de l'USM. La réunion a montré que l'équipe syndicale et les métallos sont parfaitement conscients des enjeux du développement syndical, de la nécessité d'aller au contact de tous les salariés et de toutes les entreprises sans se laisser impressionner ou freiner par la physionomie particulière du département. Ensemble, ils ont d'ailleurs pu constater que le syndicalisme réformiste a d'ores et déjà marqué des points et que des équipes syndicales FO se créent, renforçant le mail-



Une partie des métallos de Haute-Savoie

lage du terrain par notre organisation. Jean-Yves Sabot a salué et encouragé ces efforts : « Si les montagnes et vallées de Haute-Savoie peuvent sembler au départ difficiles à aborder, n'oublions pas qu'en termes de représentativité il suffit de conquérir 87 voix pour faire 1 %. » Cette progression à petit pas, qui a déjà réussi à notre organisation dans de nombreux territoires, qui met l'accent sur l'humain, sait faire preuve de réalisme et de pragmatisme, est au cœur de la stratégie de l'USM, qui travaille par ailleurs en symbiose avec l'UD74 pour faire grandir FO.

Groupe FO Jeunes : l'avenir de FO



Ils étaient près de 150 représentants syndicaux FO, venus de toutes les UD et Fédérations FO, à s'être retrouvés le 3 décembre pour une journée d'échanges sur les outils de syndicalisation des jeunes, les pratiques en la matière, les défis à relever et les solutions pour y parvenir. D'emblée, il est apparu qu'il existait autant de réponses que d'entreprises, de secteurs et de situations professionnelles. Les témoignages, qui reprenaient différents exemples de campagne et d'initiatives, l'ont néanmoins bien montré : les militants ne manquent ni d'énergie ni d'imagination pour s'adresser aux jeunes. Tous sont cependant tombés d'accord pour considérer que ce sont avant tout les discussions et contacts réguliers avec les jeunes embauchés qui font la différence. En effet, elles constituent autant d'occasions de faire tomber les préjugés et de faire tomber les idées reçues sur FO et sur le syndicalisme, notamment en valorisant les actions et les réussites de notre organisation dans la défense de l'emploi et des salariés. Certes, des freins à la syndicalisation subsistent, comme le faible niveau des salaires à l'embauche. Mais parvenir à faire des jeunes des sympathisants n'en reste pas moins un premier pas

qu'il faut vite transformer pour venir sur la voie de l'adhésion et du militantisme.

Les discussions ont également porté sur la question de la transmission et de la pérennité du syndicalisme réformiste. Si les militants ont conscience de l'indispensable transmission de la culture syndicale et des compétences acquises par leurs aînés, ils ont fait remarquer que ces derniers pouvaient aussi apprendre d'une jeune génération à l'aise avec les nouveaux codes de la communication, mais aussi plus en phase avec les conditions d'existence et les ressorts de mobilisation de la jeunesse. La journée a également permis de présenter aux participants la nouvelle gamme de supports de communication mis au point par la Confédération et de poser les bases d'un véritable réseau au service de la syndicalisation des jeunes. « Les échanges réguliers autour de nos pratiques vont créer une émulation, a résumé Elisa Noyer. En mutualisant nos expériences, nous agirons plus efficacement pour le rajeunissement de notre organisation. » La conclusion de la journée est revenue à Jean-Claude Mailly : « L'avenir de FO, c'est vous ! »

Le 3 décembre, le groupe FO Jeunes s'est réuni à la Bourse du Travail pour une journée d'échanges sur une thématique centrale pour notre organisation : la syndicalisation, version jeunes. La méthode ? Le partage des bonnes pratiques pour favoriser l'émulation. La déléguée fédérale Elisa Noyer y représentait FO Métaux.

Renault Sandouville : rester n°1

Le 4 décembre était une journée pas comme les autres pour les métallos FO et les salariés de l'usine Renault de Sandouville : une délégation FO composée du secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez, des secrétaires fédéraux Jean-Yves Sabot et Laurent Smolnik (par ailleurs délégué syndical central FO de Renault), de l'administratrice salariée FO Mariette Rih et du DSC adjoint Brahim Hachouche sont venus à leur rencontre.

Voilà déjà plusieurs mois que l'équipe fédérale comptait se rendre sur le site Renault de Sandouville, et le 4 décembre elle a enfin pu le faire. Sandouville, c'est un site qui revient de loin. Au plus fort de la crise automobile, alors que le groupe envisageait de fermer un ou plusieurs établissements, notre organisation s'était battue et avait permis d'éviter le pire. Pour Sandouville, cela s'était traduit par, entre 2013 et 2014, le passage du véhicule particulier haut de gamme, attribué à Douai, aux véhicules utilitaires sur une nouvelle ligne. Des réticences et doutes du début, il ne reste aujourd'hui plus rien. Les salariés ont bien vu que l'opération marchait, avec une qualité et une productivité en hausse, et une activité supérieure de 17 % aux prévisions. Rien d'étonnant donc à ce que FO, dont le rôle a été central dans ce sauvetage, soit l'organisation majoritaire sur le site.

Le travail de l'équipe syndicale FO emmenée par Vincent Lefrançois a été considérable et très efficace. Les métallos, qui entendent bien rester n°1 afin de défendre l'industrie et les emplois, ont d'ailleurs exprimé de fortes attentes en matière de formation syndicale pour y parvenir. « La Fédération répondra à ces demandes dans le cadre d'une offre de formation renouvée et améliorée afin de répondre aux besoins des militants et aux contingences légales », a assuré Jean-Yves Sabot. La délégation FO a également rencontré la direction du site et Frédéric Homez, s'il a pu constater l'existence d'un dialogue social -qui peut toujours gagner en efficacité-, n'en a pas moins souligné les valeurs de notre organisation et la nécessité de rester constructifs pour parvenir à des accords gagnant-gagnant.

Coordination Koné : défendre l'emploi

Les métallos FO de l'ascensoriste Koné étaient venus nombreux à la Fédération le 9 décembre pour leur coordination. Ils sont retrouvés autour de leur délégué syndical central Cédric Zielinski et du secrétaire fédéral Eric Keller pour préparer les NAO et faire le point sur la situation économique du secteur.

Incontournable dans de nombreux secteurs, notre organisation l'est notamment dans celui des ascenseurs. Pour s'en convaincre, il suffisait de voir le nombre de délégués présents lors de la coordination Koné le 9 décembre : ils étaient près d'une trentaine, illustrant bien la force de FO chez l'ascensoriste. Ce poids, les métallos comptent bien le mettre à profit lors des futures NAO, pour lesquelles ils ont commencé à bâtir leur cahier de revendications. Ils savent d'ailleurs qu'il leur faudra faire preuve de détermination pour aboutir, car la situation est en train de changer dans leur entreprise. En effet, si la nouvelle direction prend beaucoup de décisions, elle semble avoir plus de mal à en informer les salariés, et les métallos FO sentent bien que la qualité de dialogue social qu'ils ont contribué à mettre en place est vacillante.



Ensuite, l'activité de l'entreprise tend à se réduire mécaniquement, conséquence de la loi SAE que notre organisation avait anticipé et sur laquelle elle a alerté depuis longtemps, notamment les ministères concernés. Certes, l'entreprise a su anticiper la chute de l'activité rénovation et préserver les emplois via la GPEC et le recours à la formation professionnelle. Mais il n'est pas sûr que cela sera suffisant et beaucoup craignent que d'autres outils, plus destructeurs en termes d'emploi, ne soient finalement utilisés...

ASF - AGFF : un peu d'histoire !

Rappelons-nous ... le 26 mars 1983 était votée la 82^{ème} promesse du candidat à la présidence, à savoir : la possibilité de liquider sa retraite à 60 au lieu de 65 ans ! Celle-ci applicable le 1^{er} avril ... 1983.

Pour le régime général de la CNAV (Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse) cela ne posait théoriquement pas de problème... Il n'en était pas de même pour les caisses complémentaires ARRCO et AGIRC qui, elles, ne « pouvaient » pas financer 5 ans plus tôt, les retraites complémentaires à taux plein... Il fut donc mis en place, en avril 1983 (dans la douleur), un dispositif appelé : l'ASF, l'Association pour la gestion de la Structure Financière, financé par des cotisations spécifiques salariés et employeurs. L'accord n'était pas pérennisé, et à chaque échéance annuelle ou bisannuelle, les négociations étaient source de chantage de la part du CNPF. Son président (1997 à 2005), M. Ernest-Antoine Seillière, menaçait de supprimer le dispositif, ce qu'il fit au premier trimestre 2001.

Celui-ci fut rétabli face aux protestations d'ampleur qui s'ensuivirent.

A la suite de ces événements, en février 2001, une nouvelle structure sensiblement identique a été mise en place : l'AGFF, Association pour la Gestion du Fond de Financement de l'AGIRC et de l'ARRCO. Sous la nouvelle présidence du MEDEF (2005-2013), les renégociations qui s'ensuivirent furent plus « calmes » mais toujours avec l'arrière-pensée de supprimer ce dispositif.

Le dernier accord signé en 2011 durera sept ans et demie, du jamais vu ! Il arrivera à échéance en décembre 2018.

A l'horizon de cette échéance, le MEDEF fait pression sur les organisations syndicales pour rappeler que l'AGFF n'est pas acquis « ad vitam æternam » ... Le patronat voulait réduire les « dépenses » en voulant instaurer un abattement dégressif sur les retraites complémentaires entre 62 et 67 ans ce qui a amené un durcissement de la négociation. Il nous faut rappeler que la retraite complémentaire ARRCO, c'est environ 1/3 de la pension totale de retraite pour les non cadres, et pour les cadres avec l'AGIRC environ les 2/3 de la pension totale... Cela met en évidence l'enjeu des futures négociations...

La commission des retraités du syndicat des métaux de la Région Parisienne, Paris, Octobre 2015.

Les résultats de FO

lors des élections professionnelles

Délégation unique du personnel

Dpt	Entreprise	Insc	Exp	FO	CGT	CFDT	CFTC	CGC	Unsa	SUD	DIV
06	UNIC / Carros	96	50	50	0	0	0	0	0	0	0
17	Comeca Transport / Rochefort	105	49	49	0	0	0	0	0	0	0
19	Mecabrive Industrie / Brive	109	65	47	0	18	0	0	0	0	0
21	Groupe Chopart Sica Peugeot / Dijon	112	96	96	0	0	0	0	0	0	0
25	Aauto Bernard/ Besancon	87	67	67	0	0	0	0	0	0	0
25	Steva ex GDEC 25 (gpe GMD)/ St-Vit	76	53	53	0	0	0	0	0	0	0
31	NDT Expert / Toulouse	112	73	53	0	20	0	0	0	0	0
31	Sapa Buildex / Toulouse	113	74	74	0	0	0	0	0	0	0
33	RCEPS / Bordeaux	118	92	28	8	0	21	15	0	20	0
33	SE Sirech Hostier / Latresne	77	43	32	11	0	0	0	0	0	0
33	Exxelia (ex Temex) / Pessac	71	31	20	0	0	11	0	0	0	0
33	Serma Technologies / Pessac	170	104	16	0	83	0	5	0	0	0
34	Citroën Tressol / Beziers	120	106	97	9	0	0	0	0	0	0
36	Aerotech France / Chateauroux	33	19	19	0	0	0	0	0	0	0
42	Euramax / Andrezieux	24	22	22	0	0	0	0	0	0	0
48	LIA Tech / La Canourgue	138	106	106	0	0	0	0	0	0	0
50	SEPFA / Cherbourg	42	38	16	16	7	0	0	0	0	0
52	Fonderies / St-Dizier	40	38	26	12	0	0	0	0	0	0
52	ArcelorMittal / Manois	47	45	16	22	7	0	0	0	0	0
57	Secofab S.A.S./ Sarralbe	160	143	35	0	93	0	15	0	0	0
60	Luchard Industrie /Grandvilliers	128	92	37	24	22	9	0	0	0	0
68	CFAI Alsace / Mulhouse	94	74	74	0	0	0	0	0	0	0
69	Lab SA / Lyon	93	57	57	0	0	0	0	0	0	0
69	Sandvik Mining and Construc / Meyzieu	29	22	13	9	0	0	0	0	0	0
70	Honeywell Safety Prod / Plancher Bas	70	52	38	0	14	0	0	0	0	0
73	Techci Rhône-Alpes / St-Genix-sur-Guiers	94	67	47	0	0	0	20	0	0	0
74	Gaillard SA / Cluses	108	71	53	0	0	0	0	18	0	0
91	Mondial Pare-Brise / Athis-Mons	88	16	16	0	0	0	0	0	0	0

Retrouvez les résultats des élections professionnelles de la Métallurgie dans ce numéro. FO continue de progresser dans les entreprises grâce à l'excellent travail de terrain réalisé par les équipes syndicales et les militants. N'oubliez pas de faire parvenir à la Fédération FO de la métallurgie vos PV d'élections dans les meilleurs délais !

Les résultats de FO lors des Comité d'entreprise

dpt	Entreprise	Insc	Exp	FO	CGT	CFDT	CFTC	CGC	Unsa	SUD	DIV
06	Mercedes Benz Côte d'Azur / Villeneuve Loubet	270	100	59	41	0	0	0	0	0	0
06	STMicroelectronics Rousset / Valbonne	181	154	31	0	0	0	30	71	0	22
13	SCC Citroën / Marseille	43	40	10	13	0	0	17	0	0	0
13	Renault Trucks Marseille / Vitrolles	173	141	75	20	46	0	0	0	0	0
13	PMA (Protec Métaux Arenc) / Marseille	228	182	74	108	0	0	0	0	0	0
16	Schneider Electric / L'Isle d'Espagnac	955	709	365	118	111	110	1	0	0	4
18	MBDA/ Bourges	1448	1122	293	217	162	101	349	0	0	0
18	Parker Hannifin Manufacturing / Vierzon	186	55	28	0	0	28	0	0	0	0
18	Roxel ex Celerg Centre / Bourges	128	110	28	0	44	0	38	0	0	0
19	Thales Communications (ex Thomson CSF COM) / Brive	247	203	63	0	140	0	0	0	0	0
21	Schneider Electric / Dijon	465	425	307	64	53	0	1	0	0	0
25	Faurecia FSE Syst Echap Produc /Valentigney	701	508	8	44	187	0	269	0	0	0
27	Schneider Electric / Le Vaudreuil	455	366	212	65	28	36	25	0	0	0
27	Schneider Electric (ex Telemec) / Beaumont	368	306	165	36	0	105	0	0	0	0
27	Schneider Electric Industries / Guichainville	293	222	153	0	41	0	0	0	0	28
28	Valeo Système Thermique (ex Clim) / Nogent-le-Rotrou	417	318	55	114	0	56	93	0	0	0
31	Thales Alenia Space (ex Alcatel Space) / Toulouse	2414	1591	672	160	420	0	339	0	0	0
33	Roxel (ex Celerg Sud) / Saint-Médard-en-Jalles	200	172	51	39	0	0	82	0	0	0
33	SFCME Sté Fr Construc Méca Elec / Libourne	175	139	21	67	51	0	0	0	0	0
34	Schneider Electric Energy France/ Montpellier	186	149	98	29	22	0	0	0	0	0
35	Parker Hannifin Manufacturing (ex Legris) / Rennes	83	23	12	0	12	0	0	0	0	0
35	Parker Hannifin Manufacturing / Baille	72	48	48	0	0	0	0	0	0	0
35	Parker Hannifin Manufacturing (ex Legris Autoline) / Guinchen	100	75	25	0	0	50	0	0	0	0
37	TI Group Automotive Systems (ex Bundy) / Nazelles Negron	306	258	84	27	0	109	38	0	0	0
38	Schindler / Saint-Martin-Le-Vinoux	95	82	16	47	19	0	0	0	0	0
41	Valeo Vision / Blois	294	251	59	55	56	0	81	0	0	0
44	Schindler / Carquefou	106	52	52	0	0	0	0	0	0	0
45	Renault Retail Group (RRG) / Orléans	208	178	13	64	75	0	26	0	0	0
49	Valeo Vision / Angers Ecoflant	1046	707	210	294	0	0	203	0	0	0
51	Valeo Système Thgermique / Reims	552	449	143	33	50	223	0	0	0	0
52	GHM Société Nouvelle / Wassy	152	110	43	37	0	30	0	0	0	0
53	Valeo Système Thermique / Laval	392	308	71	90	63	0	84	0	0	0
56	Parker Hannifin Manufacturing (ex Legris) / Muzillac	132	96	31	65	0	0	0	0	0	0

élections professionnelles

Comité d'entreprise

dpt	Entreprise	Insc	Exp	FO	CGT	CFDT	CFTC	CGC	Unsa	SUD	DIV
57	TRW Syst. Freinage (ex Lucas) / Bouzonville	508	445	100	22	45	71	36	171	0	0
57	Pompes Grundfos / Longeville	586	455	213	0	110	76	56	0	0	0
59	Exide CEAC / Lille	271	254	157	45	28	0	24	0	0	0
59	SCC Citroën / Valenciennes	68	64	17	0	0	46	1	0	0	0
59	SCA Sian Peugeot / Villeneuve d'Ascq	221	182	70	61	29	0	22	0	0	0
60	Montupet / Laigneville	497	375	72	132	55	64	52	0	0	0
62	Nexans / Lens	236	206	47	95	30	0	34	0	0	0
62	Valeo VES / Etaples	1113	935	307	123	51	22	122	310	0	0
65	Daher Socata (ex Socata Aérospatiale) / Tarbes	1436	1233	369	111	205	186	362	0	0	0
67	Gli Schneider Ind. SA / Bischwiller	179	150	55	27	28	40	0	0	0	0
67	De Dietrich Thermique / Mertzwiller	764	576	318	112	30	0	116	0	0	0
67	Albany International / Selestat	132	92	8	30	21	3	30	0	0	0
67	Amcor (ex Rio Tinto) / Selestat	402	351	66	136	0	98	51	0	0	0
67	Electropoli site Dettwiller / Saverne	82	72	36	0	36	0	0	0	0	0
68	Clemessy / Mulhouse	1309	779	101	104	0	0	178	396	0	0
68	Bubendorff Volet Roulant / St-Louis	511	333	33	93	67	101	39	0	0	0
68	Nicolas Schlumberger / Guebwiller	194	173	92	0	81	0	0	0	0	0
68	Faurecia FBA Bloc Avant / Burnhaupt-le-Haut	114	93	29	56	0	0	8	0	0	0
70	Lufkin Comelor / Fougères	275	241	161	0	80	0	0	0	0	0
71	Industeel (Arcelor) / Le Creusot	843	644	63	210	268	0	103	0	0	0
71	Nexans (ex Alcatel Câble) / Autun	206	184	57	79	0	0	48	0	0	0
72	Dura Automotive Systems / Le Mans	105	81	37	0	44	0	0	0	0	0
72	Valeo Système Thermique / La Suze-sur-Sarthe	387	313	32	116	43	30	92	0	0	0
72	Buisard / Sablé-sur-Sarthe	304	241	90	106	0	0	45	0	0	0
72	MK Automtive / Solesmes	235	201	62	29	0	110	0	0	0	0
75	Assistance Aéronautique Aérospatiale AAA / Paris 11	916	478	332	0	66	0	80	0	0	0
75	SCC Citroën bd Lefebvre / Paris 15	43	35	20	0	0	0	0	0	0	15
76	SCA Peugeot / Le Havre (EA)	54	38	20	0	0	0	18	0	0	0
78	Mercedes Benz Paris / Le Port Marly	538	316	53	48	35	58	122	0	0	0
81	SAPA / Le Garric	234	137	90	47	0	0	0	0	0	0
83	RRG Toulon / La Valette-du-Var	107	97	11	66	0	0	20	0	0	0
86	Schneider Electric / Chasseneuil-du-Poitou	215	188	154	15	19	0	0	0	0	0
87	Schneider Electric / Limoges	186	167	88	48	12	0	0	0	0	19
91	GE Energy Power Conversion / Villebon-sur-Yvette	411	273	169	49	55	0	0	0	0	0
92	Thales Com&Security / Gennevilliers	3372	1917	253	162	734	239	529	0	0	0
92	Schneider Electric / Rueil Malmaison	1390	598	56	2	54	89	181	0	0	216
94	APF Entreprises Paris / Choisy-Le-Roi	129	79	28	51	0	0	0	0	0	0

Retrouvez les résultats des élections professionnelles de la Métallurgie dans ce numéro. FO continue de progresser dans les entreprises grâce à l'excellent travail de terrain réalisé par les équipes syndicales et les militants. N'oubliez pas de faire parvenir à la Fédération FO de la métallurgie vos PV d'élections dans les meilleurs délais !

L'ingénierie mécanique tient sa conférence mondiale

Les 23 et 24 novembre, Berne accueillait la conférence mondiale de l'ingénierie mécanique, organisée par IndustriALL Global Union. Le secrétaire fédéral Paul Ribeiro et Jean-Luc Strub (FO Schaeffler) représentaient FO Métaux lors de ce rendez-vous au programme chargé.

Présente dans tous les domaines de l'industrie, l'ingénierie mécanique tenait une réunion au sommet à Berne les 23 et 24 novembre sous l'égide d'IndustriALL Global Union. Brésil, Chine, Autriche, Russie, Vietnam, Inde, Allemagne, Etats-Unis... : l'événement a rassemblé des représentants syndicaux du monde entier. Ensemble, ils ont échangé et réfléchi sur le marché du travail, l'évolution du secteur, la question des conditions de travail, ces différents éléments se trouvant souvent liés au sein d'accords-cadres mondiaux. Ces accords, dont plusieurs exemples ont montré la pertinence et l'efficacité, consacrent l'engagement de groupes multinationaux avec IndustriALL afin de garantir des principes fondamentaux tels que la liberté syndicale, le refus du travail des enfants ou encore le droit à la négociation collective, et les participants se sont accordés sur la nécessité de les développer. Parmi les autres sujets abordés : le développement syndical, que FO connaît bien, la question environnementale avec la COP21, qui a permis de réaffirmer la nécessaire pérennisation de l'industrie et son évolution vers un modèle durable, mais aussi le dossier de la digitalisation. Les résultats d'une enquête menée dans le secteur mécanique sur les conséquences de la digitali-



sation ont montré qu'en l'état actuel, elle n'apporte que très peu. L'étude a cependant souligné qu'il fallait anticiper, évaluer et préparer cette inéluctable évolution, qui reste un enjeu pour les salariés et les pour les organisations syndicales. Enfin, un plan d'action que notre organisation a qualifié de « réaliste et prêt à être mis en place » a été approuvé. Il prévoit notamment de créer et renforcer les réseaux syndicaux mondiaux, de combattre le travail précaire, de faire avancer l'égalité homme/femme et d'intégrer toujours plus les enjeux du développement durable. « Comme toujours, nous avons tenu notre place et partagé notre expertise, fidèle à nos engagements », résume Paul Ribeiro.

IndustriALL Europe : préparer le congrès

Les secrétaires fédéraux Paul Ribeiro et Brigitte Capelle se sont rendus à Bruxelles les 2 et 3 décembre pour le comité exécutif d'IndustriALL European Trade Union. Objectif : tenir le rythme dans la préparation du congrès de l'organisation, qui se tiendra à Madrid en juin prochain.

Pour les métallistes européens, le compte à rebours avec le congrès a commencé. Début décembre, à Bruxelles, ils se sont retrouvés pour faire la synthèse des différents comités politiques d'IndustriALL European Trade Union et arrêter des positions sur de nombreux sujets. Après les attentats du 13 novembre à Paris et Saint-Denis, la solidarité européenne s'est exprimée et le terrorisme a fait l'objet d'une résolution. Puis les sujets se sont succédés, et notre organisation a fait valoir ses vues sur nombre d'entre eux. Le comité exécutif a notamment pris position sur les Conseils nationaux de compétitivité, dont la Communauté européenne demande la mise en place, considérant qu'il s'agit là de « la mauvaise question, qui limite comme toujours la compétitivité au coût du travail et veut imposer aux syndicats ce qu'ils peuvent ou non faire dans la négociation collective, résume Paul Ribeiro. Pour IndustriALL et pour FO, c'est inacceptable car cela menace la capacité des salariés à s'organiser pour se défendre ! » Sur la question des normes de pollution des véhicules individuels, la position arrêtée reconnaît qu'elles incitent à l'innovation et que de nouveaux objectifs sont acceptables si le progrès ne se fait pas au prix de l'emploi industriel. Concernant la digitalisation et son omniprésence croissante, IndustriALL a considéré qu'il fallait agir pour la prise en compte de la dimension sociale de cette mutation qui va bien au-delà de la sphère industrielle.



La veille, les membres de la région Sud-Ouest d'IndustriALL Europe (France, Espagne, Portugal) se sont réunis et se sont mis d'accord quant à leurs positions sur les évolutions de structure d'IndustriALL, se satisfaisant que les positions défendues par FO depuis le congrès fondateur de 2012, à savoir que chaque organisation membre devait avoir voix au comité exécutif, aient été prises en compte. Paul Ribeiro participe d'ailleurs, pour FO, au comité de motion et de résolution. « FO fait et fera en sorte que toutes les sensibilités puissent s'exprimer et continuera de travailler étroitement avec celles et ceux dont nous partageons les valeurs. »

Récapitulatif des Vos droits publiés en 2014 et en 2015

Ces articles sont destinés à vous aider dans votre action syndicale quotidienne. Ils sont conçus comme des instruments simples et pratiques pour donner une information rapide aux salariés qui vous sollicitent. Pour pouvoir en tirer le meilleur parti, nous vous présentons un récapitulatif à conserver. Cela vous permettra d'archiver les articles et de les réutiliser plus facilement. Ces documents sont également accessibles sur notre site Internet www.fo-metaux.com (rubrique « Vos droits»). Bonne lecture !

Thème	Titre	Date	Numéro
Prime d'ancienneté	La prime d'ancienneté dans la métallurgie	Janvier 2015	N° 537
Congés	Le congé parental d'éducation	Février 2015	N° 538
	L'indemnité de congés payés	Juin 2015	N° 542
Formation	Le compte personne de formation	Mars 2015	N° 539
Licenciement	L'indemnité de licenciement	Avril 2015	N° 540
CHSCT	La délégation du CHSCT	Mai 2015	N° 541
Calcul de la représentativité	1ère partie : les 7 critères de représentativité des syndicats	Juillet-août 2015	N° 543
	2ème partie : la répartition des sièges entre les listes et les candidats	Septembre 2015	N° 544
	3ème partie : représentatif ou non représentatif ; quelles conséquences ?	Octobre 2015	N° 545
Rupture conventionnelle	La rupture conventionnelle	Novembre 2015	N° 546
Classifications	Seuils d'accueil et promotions obligatoires de la métallurgie	Décembre 2015	N° 547
Comité d'entreprise	Le président du CE	Janvier 2014	N° 526
	Consultation du CE : les nouveaux délais	Avril 2014	N° 529
	Comité d'entreprise : faites vos comptes !	Mai 2014	N° 530
	Le règlement intérieur du comité d'entreprise	Juillet-août 2014	N° 532
Stages	Les stages en entreprise	Octobre 2014	N° 534
Chômage	Délais de carence pour l'indemnisation du chômage : quels sont les changements ? Comment les calculer ?	Novembre 2014	N° 535
Elections	Visite guidée au pays du vote électronique	Février 2014	N° 527
Travail à temps partiel	Temps partiel : nouvelle donne	Mars 2014	N° 528
Maladie	Quelles sont mes obligations en arrêt maladie ?	Décembre 201	N° 536

Des métaux et des mots

Tous les mois, FO Métaux vous propose mots croisés et sudoku, ainsi qu'un peu de culture, syndicale bien sûr, autour d'un mot chargé d'histoire et que les métallos connaissent bien.

Solution du n° 547

3	4	1	6	8	2	9	7	5
8	2	9	1	5	7	6	3	4
7	6	5	9	4	3	8	2	1
4	5	7	8	6	9	2	1	3
1	9	8	3	2	5	4	6	7
2	3	8	7	1	4	5	6	9
9	1	2	5	7	6	3	4	8
6	7	3	4	9	8	1	5	2
5	8	4	2	3	1	7	9	6

Sudoku

		5		6				
3		9						
		6	4	8	5			1
	1		6	7				3
2								6
	7			4	9			2
	9		3	2	4	6		
						4		7
			9			2		

Le mot du mois : Emploi

Cette fois, c'est du sérieux, on va voir ce qu'on va voir : le gouvernement nous annonce en ce début d'année un plan pour l'emploi. Un plan « massif » de formation et d'apprentissage. En fouillant dans les archives de la presse, on trouverait sans doute des engagements du même ordre remontant jusqu'au gouvernement Raymond Barre, mais bon, il faut y croire.

Le mot « emploi » n'est apparu dans la langue française qu'en 1539, soit près de cinq siècles après le verbe « employer », lui-même issu du latin *implicare*, « envelopper, engager ». Une racine facile à reconnaître dans le verbe « impliquer ». Il est bien vrai d'ailleurs qu'en général on s'implique dans son travail, pour peu qu'on y prenne du plaisir, ce qui ne veut pas dire que le salaire versé par l'*employeur* doit laisser indifférent.

Bien avant que l'homme ou la femme n'occupe un emploi, le mot s'est d'abord appliqué à des produits ou des outils. Il peut même s'en trouver qui fassent *double emploi*. Quand ils sont compliqués, il faut se reporter au *mode d'emploi*. Traduit du chinois, sa lecture peut se révéler réjouissante, mais fait traîner l'opération en longueur, ce qui pèse sur notre *emploi du temps*. Quant à l'expression *Avoir le physique* (ou la *tête*, voire la *gueule*) de l'*emploi*, elle est attestée par l'Académie depuis 1878.

Pour mémoire, c'est exactement le 19 décembre 2008 qu'est né Pôle Emploi, issu de la fusion des Assedic et de l'ANPE, elle-même créée en 1967 par un jeune et dynamique secrétaire d'État à l'emploi nommé Jacques Chirac. Est-ce enfin un homme politique, un technocrate ou un journaliste qui eut la détestable idée de créer dans les années 80 le mot *employabilité* ? Toujours est-il que le voilà installé dans notre vocabulaire, avec le sens de « aptitude à occuper un emploi ». Pour ceux qui auraient besoin de la développer, le plan mentionné plus haut va évidemment y porter remède. Puisque, n'en doutons pas, on va *employer les grands moyens*.

Mots croisés n° 548

Horizontalement

A. On la fait sans bouger. B. Ils accueillent des fous et ont eux-mêmes des cases vides. C. Arbres méridionaux. D. Partie de handball. Champion. En diagonale. E. Sa tête et sa queue sont d'habitude à leur place. En Lituanie. F. Régime sur sa fin. Annonce la spécialité. Travail vulgaire. G. Adverbe. Levant. Professionnel de la restauration. H. Monnaie d'Irak. Au milieu de l'océan. Consonne double. I. Poussée à devenir gaie. J. Fait tomber toute action à zéro.

Verticalement

1. Au-dessous de l'ingénieur, ou parfois en surface. 2. Pas assez affranchi. 3. Petite, fait le régal des journalistes. En drapeau. 4. Un peu d'idiotie. Acquis phonétiquement. 5. Lieux communs. Métal. 6. N'aura jamais l'accessoire. 7. Un peu d'élixir. Ennemi du séducteur. 8. Fit à nouveau impression. Note. 9. Faciles à faire bouillir. 10. Elle n'a pas l'air suffisant.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A										
B										
C										
D										
E										
F										
G										
H										
I										
J										

Solution du n° 547

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	A	B	O	N	N	E	M	E	N	T
B	C	A	C	O	P	H	O	N	I	E
C	T	I	C	S	O	U	R	D	I	
D	U	L	U	A	N	E	D	G		
E	A	L	L	O	T	T	E	N		
F	L	E	T	S	E	T	A	P	E	
G	I	M	A	G	E	E	M	O	U	
H	T	E	R	B	E	U	S			
I	E	N	C	A	N	A	I	L	L	E
J	S	T	A	B	I	L	I	S	E	S

UNE
COMPLÉMENTAIRE
SANTÉ POUR TOUS
LES SALARIÉS,
ÊTES-VOUS BIEN
INFORMÉ



Au 1^{er} janvier 2016 au plus tard, tous les salariés du secteur privé devront bénéficier d'une complémentaire santé.

Pour tout savoir sur la réforme : connaître le calendrier, décrypter son actualité... Malakoff Médéric vous accompagne.

Rendez-vous sur le site :
complementaire-sante-obligatoire.malakoffmederic.com

Votre contact :
contact-branches@malakoffmederic.com

SANTÉ - PRÉVOYANCE - ÉPARGNE - RETRAITE



malakoff médéric
PRÉSENTS POUR VOTRE AVENIR

NOTRE EXPERTISE ACCOMPAGNE VOS NÉGOCIATIONS

60*

C'EST LE NOMBRE D'ANNÉES
D'EXPERTISE D'HUMANIS DANS
L'ACCOMPAGNEMENT
DES NÉGOCIATEURS

Qui a dit que vous étiez seul à vous engager pour la protection sociale des salariés ?

Les experts **Humanis** sont à vos côtés et vous conseillent dans la négociation et la mise en place d'accords d'entreprise et de branche en santé, prévoyance et épargne salariale. Acteur majeur de la négociation paritaire collective depuis 60 ans, le Groupe **Humanis** partage les mêmes valeurs et objectifs que vous : l'humain au cœur de la négociation pour le bien-être des salariés.

Contactez votre interlocuteur : **Valérie Delplace**
valerie.delplace@humanis.com

humanis.com